

Politique économique : quel bilan de la gauche plurielle ?

PAR
CHRISTOPHE RAMAUX

Entre 1997 et mi-2001, plus de 1,7 millions d'emplois ont été créés, en France, tandis que le nombre de chômeurs recensés baissait de l'ordre de 1 million. Comment expliquer ces performances ? Sont-elles le fruit des politiques social-libérales ou, au contraire, de leur remise en cause ? Quelles leçons peut-on en tirer pour l'avenir ? Plus généralement, quel bilan peut-on tirer de la politique économique de la gauche plurielle ?

À l'aube d'échéances électorales majeures, on conçoit que les réponses apportées à la question du bilan de la gauche plurielle importent. À l'extrême gauche, mais aussi avec Chevènement, la campagne s'organise autour de la trame suivante : Jospin a servi l'ordre néolibéral en poursuivant, pour l'essentiel, la politique de ses prédécesseurs. D'où, en retour, leur choix de lui refuser ce que même le Mitterrand de 1988 s'était vu accorder : l'engagement clair à se désister en sa faveur (dans l'hypothèse où il serait au second tour) ne serait-ce que pour « battre la droite ». Le point de vue qui sera défendu ici est tout autre : pour être insuffisantes, et même totalement absentes sur certains domaines (cf. notamment les privatisations), des inflexions indéniables avec les canons du social-libéralisme ont néanmoins été opérées sous Jospin. Des inflexions qui contrastent avec les renoncements en chaîne des deux septennats Mitterrand. Des inflexions qui, surtout, ont fait la preuve de leur efficacité et sur lesquelles on peut donc prendre appui pour aller plus loin à gauche.

Pour défendre ce point de vue, on partira d'une lecture critique du dernier ouvrage de J. Pisani-Ferry, *La bonne aventure. Le plein emploi, le marché, la gauche* (La Découverte,

2001). Sur le fond, cet ouvrage reprend en fait largement les thèses déjà exposées dans le rapport intitulé *Plein emploi*, réalisé pour le Conseil d'analyse économique (La Documentation française, 2000). Ce qui change est essentiellement la forme : plus littéraire, moins technique, bref plus « grand public ». Et, comme toujours, cette plus grande simplicité donne à voir quelque chose. Deux choses plus précisément : le recul politique des sociaux-libéraux et l'extrême fragilité de leur analyse.

● Les sociaux-libéraux sur la défensive

Qu'est-ce que le social-libéralisme ? À l'inverse des libéraux qui considèrent que le marché laissé à lui-même est le système le plus efficace, les sociaux-libéraux n'hésitent pas à se prononcer en faveur d'une certaine intervention publique. Partant de l'hypothèse qu'il existe des imperfections (dans la circulation de l'information notamment) – qui empêchent la concurrence parfaite de se déployer –, ils en arrivent à la conclusion que les institutions (et en particulier l'État) doivent intervenir afin de les surmonter. Ces contrastes indéniables ne doivent cependant pas masquer l'essentiel : la profonde convergence de point de vue tant au niveau théorique – l'inscription dans le paradigme néo-

classique – qu’au niveau des objectifs assignés à la politique économique. La façon dont les libéraux et les sociaux-libéraux pensent la question du chômage, pour ne prendre que cet exemple, l’illustre parfaitement.

La théorie néoclassique, par-delà ses multiples variantes, pose, au sujet du chômage, un diagnostic clair : il est *structurel*, dans le sens où il serait lié à l’existence de *structures* (SMIC, droit du travail, protection sociale, pouvoir syndical, règles salariales générées par des « imperfections ») qui empêcheraient le salaire de se fixer au niveau concurrentiel, censé assurer l’égalité entre l’offre (des travailleurs) et de la demande (des entreprises) de travail. Dans le monde imaginaire de *tous* les néoclassiques, si la concurrence parfaite pouvait se déployer, le chômage involontaire (non voulu par les travailleurs eux-mêmes) n’existerait pas. D’où, en retour, leur prescription : il faut soit démanteler les structures, position défendue par les libéraux, soit, et on retrouve les sociaux-libéraux, en contrecarrer les effets par des interventions publiques du type allègement de cotisations sociales (qui réduisent le coût du travail pour les employeurs) ou impôt négatif (qui incitent les offreurs de travail à accepter des emplois mal payés). Il y a bien des contrastes. Mais aussi et surtout accord sur l’essentiel : le socle théorique est identique (et revendiqué comme tel d’ailleurs) et tous s’accordent pour dire qu’il convient de réduire le coût du travail pour réduire le chômage.

Face à une théorie dominante dont la sophistication mathématique cache de moins en moins mal le dogmatisme croissant (le « socle » théorique n’est jamais interrogé), que disent les hétérodoxes ? En combinant les travaux de Marx, de Keynes et de certains institutionnalistes, on peut dégager un axe majeur : le système de marché laissé à lui-même n’est pas efficace. Le capitalisme libéral n’est, en particulier, aucunement en mesure d’assurer le plein emploi. L’intervention publique, elle-même, ne doit donc pas être conçue comme une béquille du marché visant à surmonter des « imperfections », comme nous y invitent les sociaux-libé-

raux. Si tant est qu’elle ne soit pas soumise à la logique immédiate de l’accumulation du capital, elle est, au contraire, posée comme étant seule susceptible d’imposer au système des normes – comme le plein-emploi, mais cela vaut pour bien d’autres domaines comme celui des inégalités – qui lui sont *a priori* étrangères.

Comment se situe J. Pisani-Ferry dans ce spectre théorique ? Dans un premier temps, il fustige ceux qui, par pure « polémique », l’ont « affublé de l’étiquette de social-libéral¹ ». Mais dans les pages conclusives, il n’hésite pas à se situer du côté d’un certain « social-libéralisme² ». Position peu claire donc, mais éclairante : alors que, dans les années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, les sociaux-libéraux (de même que les libéraux tout court) avançaient sûrs d’eux-mêmes et de leurs projets de « réformes », force est de constater qu’ils avancent dorénavant bien souvent à reculons, en prenant soin d’agrémenter leur propos de moult dénégations. La façon dont Pisani-Ferry, à plusieurs reprises, laisse entendre que ses propos ne relèvent que d’un débat technique sur les moyens atteste de cette posture défensive.

● 1997-2001 : l’hétérodoxie confortée

Entre 1983 et 1997, sous un vocable variable (désinflation compétitive, maîtrise des dépenses publiques, franc fort), une même politique néolibérale a en fait été appliquée. Cette politique s’appuyait sur trois piliers – l’austérité salariale, l’austérité budgétaire et le franc fort. Quinze ans c’est long : les (sociaux-) libéraux ont eu tout ce temps pour appliquer leurs recettes et ne s’en sont pas privés. Mais le bilan est affligeant : non seulement chômage, précarité et exclusion ont explosé, mais la situation même des comptes

1. *Op. cit.*, p.7. Comme l’auteur ne va pas s’abaisser à « polémiquer », le lecteur ne trouvera donc pas de réponses précises aux critiques émises (cf. Fondation Copernic, *Pour un plein emploi de qualité, critique du social-libéralisme*).

2. *Idem*, p.231. Dans la mesure notamment où il permettrait de comprendre que l’action par les prix est importante, argument sur lequel nous revenons ensuite.

publics, qu'ils se targuent pourtant toujours de « redresser », s'est considérablement dégradée. En 1997, l'arrivée de la gauche plurielle au pouvoir exprime d'abord et avant tout un rejet massif du (social-) libéralisme. Un rejet dans les urnes qui prolonge en quelque sorte celui opéré dans la rue à l'occasion de la grève générale de décembre 1995.

1997-2001 : et si les thèses hétérodoxes qui avaient écrit la chronique de l'échec annoncé des quinze années (sociales-) libérales antérieures permettaient d'expliquer la sensible baisse du chômage observée au cours de ces quatre années ? Terme à terme, on peut, en effet, soutenir que cette baisse s'explique par le relâchement de chacun des trois piliers de la désinflation compétitive. Le noyau de l'enchaînement vertueux est constitué par le grand absent des raisonnements libéraux : la consommation des ménages. Tous les indicateurs indiquent que c'est sa reprise qui a entraîné celle de l'investissement et, plus généralement, de la croissance. Cette reprise de la consommation a été permise par une légère augmentation du pouvoir d'achat des salaires (le salaire par tête a augmenté au même rythme que la productivité par tête sur l'ensemble de la période³) et par des mesures budgétaires volontaristes (hausse de certaines prestations, baisse de la TVA, etc.) qui ont augmenté le revenu disponible des ménages. Simultanément, une mesure « structurelle », mais de gauche, les 35 heures, en dépit d'une application à bien des égards critiquable, a permis d'enrichir le « contenu en emploi de la croissance ». Alors que les gains de productivité du travail par tête augmentent traditionnellement à chaque reprise économique (sous l'effet d'une intensification accrue du travail et des heures supplémentaires), ils ont stagné, voire baissé. La reprise économique a donc pu jouer à plein en termes de créations d'emploi, prouvant par là même que la clef de la baisse du chômage ne se situait pas dans la baisse du coût du travail,

**Une mesure
« structurelle », mais
de gauche, les
35 heures, en dépit
d'une application
à bien des égards
critiquable, a permis
d'enrichir le « contenu
en emploi de la
croissance ».**

mais bien dans le ticket croissance/réduction du temps de travail. Au niveau monétaire, enfin, et preuve supplémentaire de l'aporie de la politique du franc fort, le gouvernement Jospin a bénéficié de l'euro faible. Bien que son excédent commercial ait baissé dès 1998, la France n'a ainsi pas buté sur un déficit semblable à celui enregistré en 1982-1983, date à laquelle, avec le refus de dévaluer en sortant provisoirement du Système monétaire européen, a été pris le tournant de la rigueur.

Augmentation du pouvoir d'achat des salaires, relâchement de l'austérité budgétaire,

35 heures, euro faible et baisse des taux d'intérêt, ce cadre non orthodoxe, mais bel et bien bénéfique pour la croissance, étant posé, deux effets d'emballage positifs ont pu se déployer et achever de « boucler » le cercle vertueux. Les créations d'emploi qui ont suivi ont, à leur tour, contribué à augmenter le revenu des ménages, la consommation, la croissance, et ainsi de suite. La croissance retrouvée, un « effet cagnotte » (qui dit croissance, dit rentrées socio-fiscales en hausse) a simultanément permis de rétablir rapidement les comptes publics⁴.

3. Les gains de productivité du travail par tête ont été de 1,3 % par an entre 1997 et 2000. Le salaire réel par tête, qui avait augmenté de 1,1 % en 1996, a augmenté de 2,1 % en 1997, 1,5 % en 1998, 1,3 % en 1999 et, seulement, 0,4 % en 2000 (la hausse du prix du pétrole n'ayant pas été compensée par des mesures volontaristes de hausse des salaires). Le salaire réel *boraire* a, quant à lui, beaucoup plus fortement augmenté puisque la durée du travail a sensiblement baissé. En bonne logique néoclassique cela aurait dû se traduire par une forte baisse de l'emploi... on sait ce qu'il est advenu.

4. Preuve que l'efficacité n'est décidément pas une vertu qui doit être laissée aux libéraux, alors que les politiques d'austérité imposées par ceux-ci avaient creusé les déficits publics en comprimant l'activité et donc les recettes, ce sont des politiques plutôt keynésiennes qui ont donc permis de les réduire.

Le bilan des années 1997-2001 est, au final, sans équivoque : pour retrouver le chemin de la croissance et des créations d'emplois, il fallait bien tourner le dos au (social-) libéralisme, réaffirmer, contre les libéraux, mais aussi contre certaines critiques de gauche souvent promptes à se « gausser » à l'évocation même de Keynes, que les instruments de la politique économique (politique budgétaire, monétaire, des revenus, etc.), loin d'être « passés de mode », devaient être résolument mobilisés pour viser ce que le marché capitaliste laissé à lui-même n'a jamais su faire : satisfaire les intérêts du plus grand nombre, notamment en matière de droit à l'emploi.

● Le retour aux politiques structurelles ?

À certains égards, Pisani-Ferry, lui-même, est bien obligé de reconnaître la pertinence à la fois du diagnostic « profondément keynésien par son inspiration⁵ », qui a guidé l'arrivée de la gauche plurielle au gouvernement, et des politiques de soutien de la demande qui s'en sont suivies. À certains égards seulement : tout comme dans son rapport antérieur, il est aisé de constater que l'auteur ne s'étend absolument pas sur le sujet, et moins encore sur les causes du sombre bilan des années antérieures. Mieux, la pertinence relative concédée au keynésianisme l'est pour mieux lui porter l'estocade. Le propos de l'auteur est, en substance, le suivant : utiles pour réduire le taux de chômage de plus de 12,5 % à 9 %, les politiques de relance ne le seraient plus pour aller au-delà : « les succès remportés depuis 1997 invitent à un réexamen. Paradoxe, dira-t-on. Si les 35 heures et les emplois jeunes ont réussi, pourquoi ne pas continuer dans la même voie : passer aux 32 heures [...] ? Si, à l'encontre de ce que suggérerait une fixation obsessionnelle sur les réformes structurelles, l'expérience a montré que c'est d'abord de la demande que pouvait venir la croissance, pourquoi ne pas remiser aux oubliettes cette question des réformes ? Et bien non. C'est précisément parce que la stratégie engagée en 1997 a atteint son objectif – ou l'a dépassé – qu'il faut s'interroger sur la suite⁶ ». Il faut donc, à présent, revenir à des politiques

structurelles avec, en particulier, deux volets : l'impôt négatif et l'allègement des cotisations sociales. Pisani-Ferry n'est donc pas un néo-classique dogmatique. Bon prince, il reconnaît qu'une partie du chômage d'hier était « conjoncturelle⁷ », et donc la pertinence passée des politiques de relance, mais, à présent, c'est bien le chômage structurel qui « bloque », et ce sont donc bien des politiques structurelles qu'il convient de déployer. La récréation keynésienne est terminée, et retour, donc, aux politiques antérieures qui, comme, chacun sait, avaient si bien marché. Rappelons, au passage, que les études sur lesquelles s'appuyait Pisani-Ferry dans son rapport – rien de neuf sur le sujet dans le livre – pour dire que le taux de chômage structurel est de 9 %, indiquaient, en 1997, qu'il était proche de... 12,5 %⁸. Mais passons et revenons aux fameuses réformes structurelles préconisées.

● La belle affaire... ou quand les chefs d'entreprises (ou les lecteurs ?) sont des imbéciles

Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les exonérations de cotisations, en particulier sur les bas salaires, n'ont cessé de se développer. L'argument néoclassique en leur faveur est

5. *Ibid.*, p.46.

6. *Ibid.*, pp.110-111.

7. La distinction entre chômage « structurel » et « conjoncturel » ne doit pas prêter à confusion. Les néoclassiques parlent de chômage « structurel » afin de pointer la responsabilité des « structures », les keynésiens parlent de chômage « conjoncturel » car ils insistent sur le poids de la croissance.

8. Les néoclassiques ont toujours tendance à dire que le taux de chômage structurel est égal au taux de chômage effectif, quitte, pour les moins dogmatiques, à réviser après-coup leurs estimations ! En bon pragmatique, Pisani-Ferry indique donc *aujourd'hui* que le taux de chômage de 1997 (12,5 %) avait en fait une composante conjoncturelle (de l'ordre de 3,5 points) et une autre structurelle (de l'ordre de 9 points). Reste l'essentiel : comme il ne reste plus que le « solde » structurel, il ne reste plus qu'à mener des politiques structurelles.

simple : le coût du travail des peu qualifiés étant trop élevé, il faut le baisser par la prise en charge, par l'État, des « charges » sociales⁹. En dépit de moult efforts pour « sortir » les résultats désirés, la plupart des études réalisées laissent pour le moins dubitatives sur les résultats obtenus. L'essentiel des sommes ainsi injectées (plusieurs dizaines de milliards de francs) se perd en « effet d'aubaine » (les entreprises reçoivent des aides pour des emplois qu'elles auraient de toute façon créés). Pour contourner l'obstacle, Pisani-Ferry sort donc de son chapeau l'argument suivant : si les études ne parviennent pas à repérer d'effets positifs sur l'emploi, c'est parce que ces effets sont très longs à se mettre en œuvre. Et pourquoi cela ? Parce que « la réponse des entreprises a été beaucoup plus lente qu'il n'était attendu¹⁰ ». Grignotant un peu plus la concession à la politique keynésienne de relance, l'auteur nous indique ainsi qu'une bonne partie des emplois créés depuis 1997 (deux fois plus que la part qu'il concède aux 35 heures) résulterait de la baisse du coût du travail¹¹ : « Et puis, quand on ne les attendait plus, les emplois sont apparus, en si grand nombre que l'analyse a du mal à expliquer quelles en sont les raisons, comme si les efforts engagés sur cinq ou dix ans auparavant, et dont aucun effet n'était plus attendu, avaient fini par porter leurs fruits¹² ».

L'argument est d'autant plus hallucinant que, quelques pages plus haut, Pisani-Ferry reprend l'argument exactement inverse pour discréditer les politiques de relance keynésienne. À l'encontre du « keynésianisme hydraulique », terme plaisant utilisé par l'auteur pour désigner les politiques budgétaires de relance (l'État, par ses dépenses, augmente la production, les revenus, la consommation et ainsi de suite), il n'hésite pas à tirer son chapeau à Lucas et Friedman : « L'un et l'autre se sont [...] attachés à démontrer que les politiques de relance

étaient vouées à l'échec parce qu'elles reposaient sur une vision simpliste du comportement des ménages. Face à des agents rationnels et calculateurs, disent-ils, les politiques d'inspiration hydraulique ne serviront à rien. Critique excessive quand elle revêt un caractère total, mais dont on ne peut dénier qu'elle ait un fondement¹³ ». Excessive, parfois, mais fondée, dans tous les cas, les thèses de ces deux papes du libéralisme selon lesquelles les politiques budgétaires n'ont pas d'impact en raison du fait que chaque agent individuel en anticiperait les conséquences individuelles en termes de hausses d'impôts ultérieures pour lui et ses enfants (ce que l'État injecte, les agents l'épargnent de sorte que l'effet est nul sur la production).

Des agents capables d'anticiper les effets indirects et différés (et supposés par le modélisateur néoclassique lui-même) des dépenses budgétaires, mais passablement crétins et lents à réagir lorsqu'il s'agit de lire le chèque que leur donne immédiatement et directement l'État (sous forme

**La puissance publique
n'a plus la main sur
la politique monétaire,
le Traité d'Amsterdam
corsète la politique
budgétaire.**



9. Alors que les cotisations sociales sont immédiatement reversées sous formes de prestations sociales (plus d'un tiers du revenu des ménages), parler de charges, pour le débat public, plutôt que de cotisations permet de n'évoquer que leur coût... sans jamais s'étendre sur les conséquences de la prise en charge par l'État (hausse des impôts, baisse des prestations ?).

10. *Ibid.*, p.78.

11. Pisani-Ferry concède que les 35 heures ont pu créer entre 200 000 et 250 000 emplois à la fin 2000 et 300 000 à 400 000 au final. Ce qui ne l'empêche pas – les concessions ont leur limite – de préconiser une hausse du temps de travail pour l'avenir.

12. *Ibid.*, p.86.

13. *Ibid.*, p.49.

d'aides à l'emploi)... n'est-ce pas, finalement, le lecteur que Pisani-Ferry prend ici pour un imbécile ?

● Le corset européen

La démonstration sur l'inefficacité des politiques budgétaires ne vous a pas convaincus ? Qu'importe, il reste de toute façon le bâton. Pour ceux qui, avec de bonnes intentions, avaient voté oui à Maastricht (ou non au non au nom de la fraternité des peuples), pour ceux qui ne perçoivent pas que la mondialisation est nécessairement libérale car son objectif est d'abord et avant tout de soustraire au peuple toute prise, tout pouvoir, sur les principales décisions de politique économique, on ne saurait que conseiller la lecture des pages que Pisani-Ferry consacre à la politique européenne. Se référant à J.-C. Trichet, il indique : « parmi les responsables internationaux, la vision dominante du marché du travail et des conditions de la croissance [...] est bien que le chômage est de nature structurelle. Et [...] un tel message, porté par ceux à qui les Européens ont confié la conduite de la politique monétaire, a un sens très précis. Il veut dire que, à moins d'une action des gouvernements et des acteurs sociaux en vue de réduire les " rigidités " ou de modifier " nos propres règles ", une baisse du chômage en dessous d'un certain seuil, celui précisément qui correspond au " chômage structurel ", ferait courir le risque d'une remontée de l'inflation¹⁴ ». Certes « à gauche (et d'ailleurs souvent aussi à droite), l'exposé d'une telle problématique suscite facilement la fureur » ; une fureur « compréhensible », mais, qui, c'est bien connu, « est mauvaise conseillère ». Car « sur le fond : nier l'existence d'un chômage structurel ne mène à rien. Et en méthode : il y a mieux à faire que de se répandre en imprécations¹⁵ ». Lorsque, au risque d'étouffer la croissance, les banquiers centraux européens remontent les taux d'intérêt au moindre signe supposé de relance des salaires et de l'inflation, ils sont donc dans le vrai¹⁶.

L'architecture européenne, ce n'est pas nouveau, est un fantastique instrument de discipline au service des libéraux et, au fond, de la finance¹⁷. La puissance publique n'a plus la

main sur la politique monétaire, le Traité d'Amsterdam corsete la politique budgétaire, il ne reste donc plus aux gouvernements nationaux qu'à appliquer des politiques « structurelles » de flexibilisation du marché du travail, de baisse de l'impôt sur le capital et les hauts revenus (pour éviter les fuites les capitaux)... s'ils veulent que la BCE concède la baisse de ses taux d'intérêt. Et la spirale est, au moins sur le papier, sans fin. Comme le souligne Pisani-Ferry, ce n'est pas, en effet, sur les risques avérés d'inflation que la BCE cale sa politique monétaire mais sur les risques qu'elles veut bien anticiper : « parce que les taux d'intérêt n'influent sur les prix qu'avec un retard d'un à deux ans et que, pour respecter son objectif, la banque centrale est obligée, en quelque sorte, de tirer avant d'avoir vu¹⁸ ». Tirer avant d'avoir vu... tout un programme. *La bonne aventure* est paru juste avant le plan de relance budgétaire et monétaire mis en œuvre par G. Bush Junior lui-même ! À défaut d'humour dans le texte, le lecteur pourra toujours sourire à voir en creux ce dernier décrit comme un dange-reux gauchois-keynésien.

14. *Ibid.*, p.116.

15. *Ibid.*

16. Sans ce souci des « risques d'inflation », les mêmes banquiers centraux – à l'instar pour le coup de la FED – ont injecté subrepticement plusieurs dizaines de milliards de liquidité afin de sauver les marchés financiers, suite au 11 septembre. La finance n'apprécie, en général, pas l'inflation (car elle rogne sur ses rentes), mais en cas de krach, il est bienvenue de créer de la monnaie (et peu importe alors l'inflation) pour recréer un flux d'acheteurs sur les marchés financiers.

17. Pisani-Ferry vend sur ce point la mèche en indiquant que « l'aversion pour l'inflation dont témoigne la BCE exprime aussi les préférences collectives de pays [...] où le souci de protection de l'épargne contre les aléas de la hausse des prix est plus vif, parce que les détenteurs d'actifs financiers sont plus nombreux et plus influents », *ibid.*, p.120.

18. *Ibid.*, p.121.

● Un argument théorique don-quistottesque

Outre l'allègement des cotisations sociales, l'impôt négatif est l'autre grande réforme structurelle proposée par Pisani-Ferry. Notons que sur ce registre, comme sur bien d'autres, il critique d'ailleurs le gouvernement, en l'occurrence pour ne pas avoir privilégié un calibrage de la « prime pour l'emploi » favorable au temps partiel (la prime donne en effet un « plus » au plein temps). Les arguments qui ont été opposés à cette réforme sont connus : son efficacité en termes de création d'emploi est contestable (les Rmistes recherchent la plupart du temps du travail et les mécanismes d'incitation – sous la forme de cumul entre RMI et salaire – à la reprise d'emploi existaient déjà) ; elle risque de favoriser le développement d'emplois mal payés ; elle joue contre le SMIC (le patronat exigera d'augmenter la prime plutôt que celui-ci), etc. Bref, au nom de supposées « trappes à chômage » ou « inactivité » (les individus se maintiennent dans l'assistance car ils préfèrent couler de beaux jours avec les allocations chômage ou le RMD), on risque de développer des « trappes à pauvreté » (*via* le développement d'emplois à bas salaire).

Pisani-Ferry n'avance pas vraiment d'arguments nouveaux dans ce débat. Où plutôt si : c'est ce registre qu'il choisit pour illustrer le principal argument théorique qu'il avance contre les « critiques » de gauche : leur supposé incapacité à tenir compte des signaux envoyés par les prix. Un argument pour le moins bizarre : les critiques ne nient pas que les prix aient de l'importance ! Tout le problème est, au contraire, de savoir dans quel sens la puissance publique les fait évoluer : contribue-t-elle, par exemple, à augmenter les salaires, pour réduire la part des profits dans la valeur ajoutée (Pisani-Ferry ne retient évidemment pas ce scénario),

ou favorise-t-elle la baisse du coût du travail et le développement des emplois mal payés ?

Pisani-Ferry indique lui-même que « ceux-là mêmes [...] qui dénoncent le libéralisme supposé des allègements de cotisations sociales ou de la prime pour l'emploi plaident qui pour des baisses ciblées de TVA, qui pour l'instauration d'une cotisation sur la valeur ajoutée. Dans tous les cas, il s'agit bien de modifier le système de

prix pour orienter les comportements¹⁹ ». On ne saurait mieux dire. L'argument avancé est donc bel et bien don-quistottesque. Cet argument est pourtant le seul argument « théorique » avancé pour justifier la prétention du sous-titre « Le plein emploi, le marché, la gauche²⁰ ». Ayant fait justice de l'ambition démesurée du sous-titre du dernier ouvrage de notre docte responsable du Conseil d'analyse économique, il ne reste plus que le titre « La

bonne aventure ». Après la « Mondialisation heureuse » d'Alain Minc, les gueux ont décidéement des lectures pour ne pas désespérer.

Reste le sens politique de tout cela : *La bonne aventure* et le rapport qui l'a précédé se présentent comme le manifeste de tous ceux qui, avec Fabius en tête, regrettent que la gauche plurielle n'ait pas opté pour une « parenthèse », un « tournant » en matière de politique économique. À sa

**La bouteille est bien
à moitié vide,
et les exemples
ne manquent pas.
Est-ce une raison pour
la jeter à la mer ?**



19. *Ibid.*, p.235.

20. Hormis cet argument, le lecteur ne trouvera dans le livre aucune réflexion sur ce chantier théorique effectivement important pour la gauche : la place et le statut à accorder au marché, y compris dans une perspective de transformation sociale. À ce niveau, on peut, en effet, considérer que la gauche reste prisonnière d'une certaine vision marxienne qui fait du capitalisme le devenir nécessaire du marché, alors que le marché préexistait au capitalisme, alors qu'il lui survivra sans doute et alors même que le capitalisme joue souvent contre le marché (*cf.* les fusions-acquisitions afin de jouir de rente de monopole, etc.).

façon, ce manifeste témoigne donc que ce « tournant », n'en déplaît pour le coup à certaines critiques de la gauche de la gauche ou de la gauche républicaine, n'a pas eu lieu. Entendons-nous bien : la gauche plurielle n'est pas pour autant exempte de critiques. Créations d'emplois, mais, pour ceux qui s'en trouvent toujours exclus, augmentation homéopathique des minima sociaux ; refus de la « refondation sociale » du MEDEF, mais acceptation d'une version – certes édulcorée – du PARE ; augmentation bienvenue du pouvoir d'achat des bas salaires mais, *via* un mécanisme d'inspiration libérale, la prime pour l'emploi, qui favorise le développement des emplois mal payés ; fin du dogme du gel de l'emploi public, mais privatisation largement aveugle de fleurons et refus de revaloriser significativement le traitement des fonctionnaires ; défense du système de retraite par répartition, mais loi d'épargne salariale qui introduit à une logique de fonds de pension ; refus de l'AMI, mais acceptation du Traité d'Amsterdam et refus d'engager une nécessaire remise à plat de la construction européenne, etc. La bouteille est bien à moitié vide, et les exemples ne manquent pas. Est-ce une raison pour la jeter à la mer²¹ ?

Dit autrement : Jospin est-il toujours de gauche ? Pour la droite et le MEDEF c'est une évidence parfois haineuse. Les communiqués véhéments de la Banque centrale européenne contre la politique du gouvernement Jospin, notamment en matière de réduction des déficits, les déclarations de N. Notat à l'encontre des « concessions à l'orthodoxie de gauche » de Jospin et l'insistante petite musique fabiusienne, relayée par *La bonne aventure* de Pisani-Ferry, plaident dans le même sens. Après plus de quatre années d'exercice du pouvoir, ni pause, ni tournant vers la rigueur libérale, qu'ils appel-

lent de leurs vœux, n'ont été opérés. Ce n'est certes pas suffisant. Il existe incontestablement un espace à gauche à combler. Mais pour que cet espace se constitue, encore faut-il qu'il soit pris par des forces voulant peser sur la réalité sans remettre aux grands soirs, ou à d'hypothétiques recompositions avec les « républicains de l'autre rive », l'espérance d'une politique plus à gauche. Aller plus loin à gauche *tous ensemble* ou se retirer sur l'Aventin de « critiques », un peu plus nombreux certes, mais toujours plus inutiles, tel est bien, pour toute la gauche, le dilemme de ces prochains mois. ●

21. Nous reprenons un point de vue développé plus amplement dans l'article co-écrit avec E. COQUEREL, « Jospin est-il de gauche ? », *Politis*, n° 659, 18 juillet 2001. Pour de plus amples développements, voir Fondation Copernic, *Un social-libéralisme à la française ? Regards critiques sur la politique de Jospin*, La Découverte, 2001.